



Ateliers thématiques COMPTE-RENDU 31 mars - 1^{er} avril 2021



**Plan Climat Air Energie
Territorial**

PCAET de la Communauté de Communes Côte Ouest Centre Manche

Sommaire

Objectifs et déroulé des ateliers thématiques.....p3

Les ateliers en chiffres et images.....p4

Synthèse des échanges et propositions d'actions

Atelier 1 - Mobilités, Aménagement et Urbanisme Durable.....p5

Atelier 2 - Développement économique local et transition énergétique...p10

Atelier 3 - Consommations responsables et sobresp17

Atelier 4 - Energies et bâtimentp22

Annexe 1 : pré-fiches de mise en œuvre des pistes d'actions prioritaires lors des ateliers

Objectifs et déroulé des ateliers



Objectifs des ateliers :

- Présenter les points clés du diagnostic et les ambitions de la stratégie Air – Énergie – Climat
- Identifier les actions pouvant répondre aux enjeux du territoire
- Mobiliser les acteurs dans le portage des actions
- Évaluer la faisabilité des actions proposées.

Déroulé des ateliers :



- Introduction et présentation de la démarche
- Présentation des principaux éléments de diagnostic, enjeux et feuille de route Air-Climat-Energie du territoire
- Ateliers en sous-groupes thématiques :
 - Appréciation des actions existantes
 - Identification de nouvelles actions
 - Priorisation des actions
 - Définition des modalités de mise en œuvre des actions prioritaires
- Restitution des travaux et hiérarchisation des pistes d'actions
- Présentation des suites de la démarche

Les ateliers en chiffres et images



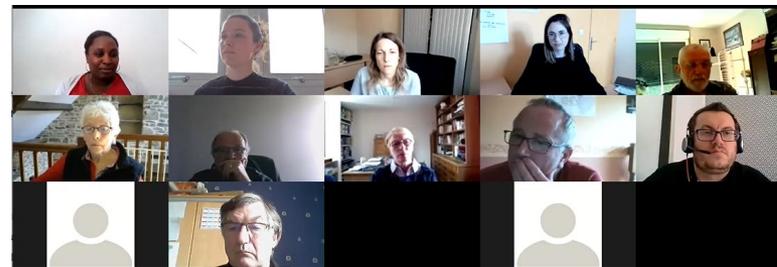
78 participants



4 ateliers, **9** sous-groupes

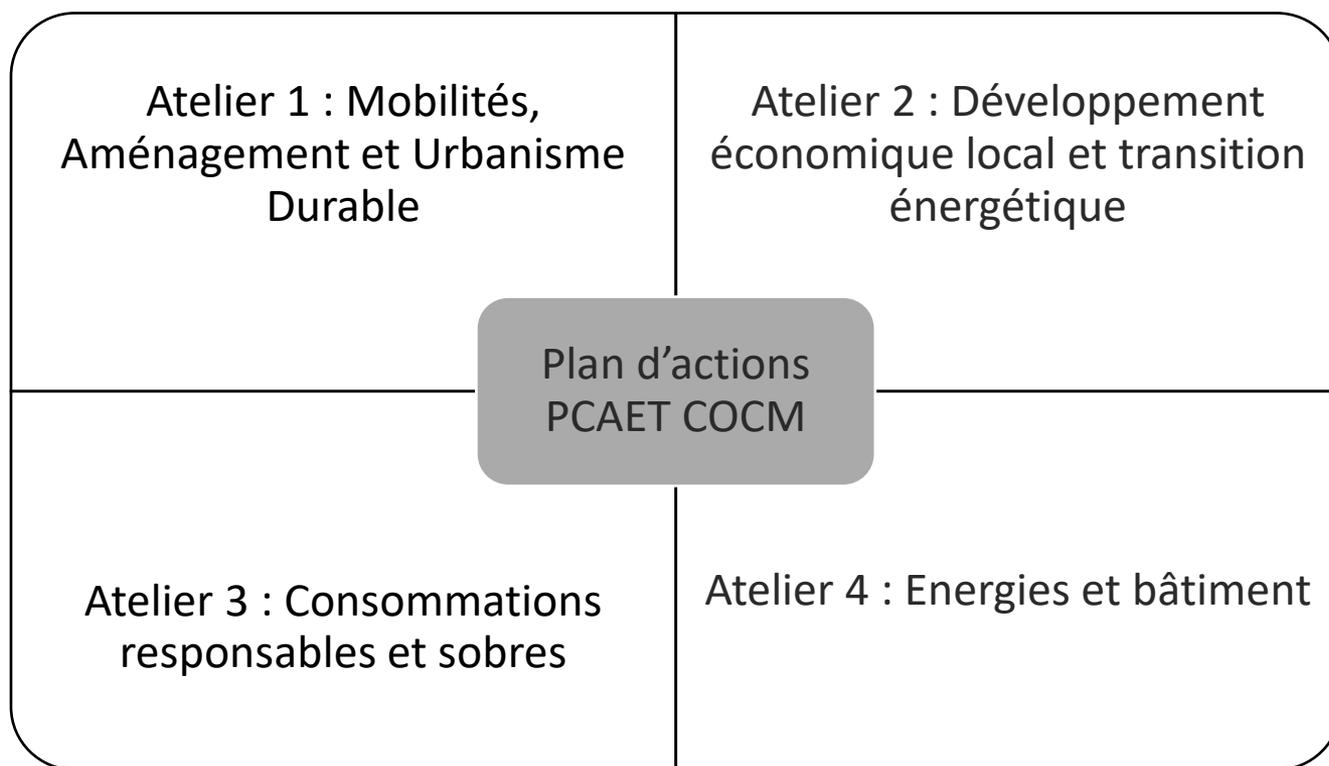


186 propositions d'actions sur les différentes thématiques pour le PCAET

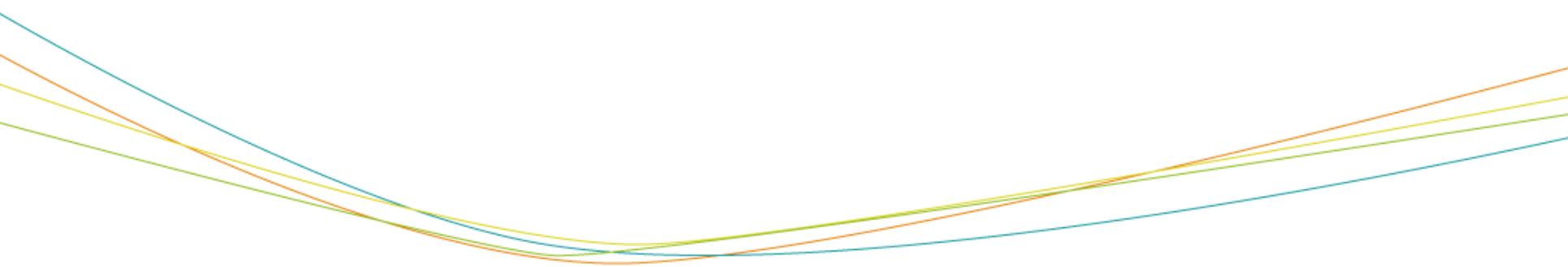


Les thématiques des ateliers

4 ATELIERS POUR COCONSTRUIRE LE PLAN D' ACTIONS



Synthèse des échanges lors des temps de plénière des 4 ateliers



Synthèse des échanges en plénière relatifs aux présentations des principaux éléments de diagnostic, enjeux et feuille de route Air-Climat-Energie du territoire

- Suite à la présentation des émissions de GES par secteur du territoire, il a été rappelé, que de nombreuses productions agricoles émettrices de GES ne sont pas consommées sur le territoire mais exportées. Il convient de rappeler ces faits pour mettre en regard les émissions du territoire. L'atteinte de l'objectif de neutralité carbone à horizon 2050 est jugé difficilement atteignable au regard du caractère agricole du territoire.
- Des différences ont été observées entre la consommation en gaz naturel affichées dans le diagnostic (provenant de l'ORECAN) et les données de GRDF. Un rapprochement entre les deux structures pourra permettre d'étudier ces différences importantes (environ 165 GWh pour le gaz naturel pour l'ORECAN contre 48 GWh pour GRDF)
- L'objectif de réduction de 40% des émissions de GES entre 1990 et 2030 est jugé difficilement atteignable au regard du caractère agricole du territoire. Des mesures peuvent cependant être mises en œuvre pour réduire les émissions de GES liées aux pratiques agricoles sans pour autant rechercher une diminution du cheptel.
- Concernant la séquestration CO₂ par l'agriculture, il a été précisé qu'une estimation du potentiel du territoire a été réalisée afin de définir comment l'accroître et tendre vers la neutralité carbone. Ces données ne peuvent cependant pas directement être comparées avec celles des émissions.
- Concernant les données relatives à la production d'énergie, il a été rappelé que les données disponibles lors de l'élaboration du diagnostic du PCAET en 2019 étaient celles de 2015. Une actualisation des données pourra être réalisée lors de la révision du PCAET.
- Le bilan de la production d'ENR n'intègre pas les nouveaux projets éoliens sur GORGES et GONFREVILLE.
- Concernant l'isolation et la rénovation des bâtiments, les efforts sont à poursuivre sur le parc des logements anciens. La valorisation des éco-matériaux (terre, chanvre,..) est à poursuivre et renforcer sur le territoire.
- Il a été précisé que la préservation du cadre de vie fait référence à la préservation des paysages, de la biodiversité, de la qualité des services.

Atelier 1 - Mobilités, Aménagement et Urbanisme Durable



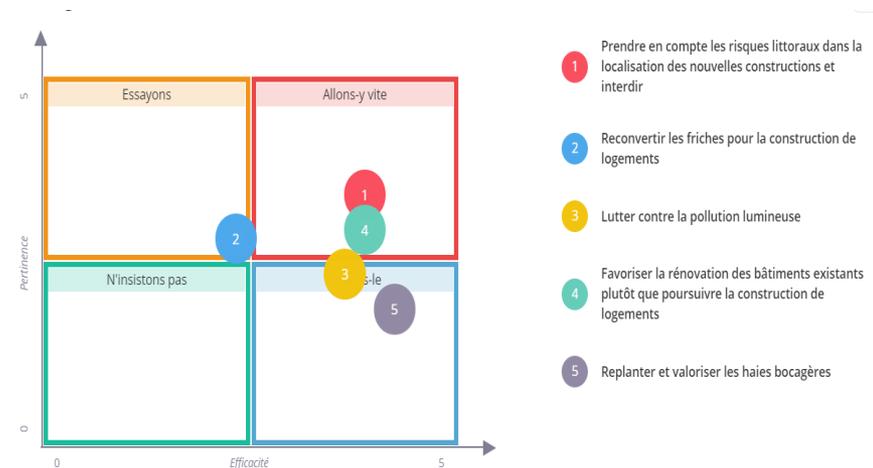
19 participants

Synthèse des échanges

- Concernant les actions existantes, de nombreux échanges ont porté sur l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal. L'élaboration de ce document offre plusieurs opportunités en matière d'urbanisme durable selon les participants : limiter l'artificialisation des terres agricoles, repérer les friches et dents creuses pour favoriser la densification, cibler les toits pouvant accueillir des panneaux solaires, réduire l'aménagement de nouvelles zones d'activités, etc.
- Au sujet des actions existantes il a également été indiqué que les démarches zéro phyto se heurtaient à l'usage d'herbicides par certains propriétaires privés.
- Parmi les nouvelles propositions d'actions, la prise en compte des risques littoraux dans la localisation des nouvelles constructions et l'interdiction de l'urbanisation des zones à risque a été la piste d'action la plus prioritaire identifiée par les participants.
- En matière d'aménagement durable, la lutte contre la pollution lumineuse afin de préserver les espèces nocturnes et l'authenticité des villages a été souhaitée ainsi que la reconversion des friches pour construire des logements. A ce sujet, les participants ont partagé la nécessité de favoriser la densification contre l'étalement urbaine et de conduire une analyse et cartographie du potentiel foncier existant.

Les actions prioritaires

- 1) Prendre en compte les risques littoraux dans la localisation des nouvelles constructions et interdire l'urbanisation des zones à risque
- 2) Reconvertir les friches pour la construction de logements
- 3) Lutter contre la pollution lumineuse
- 4) Replanter et valoriser les haies bocagères
- 5) Favoriser la densification, la rénovation des bâtiments existants et l'urbanisme durable



Propositions d'actions

Reconvertir les friches pour la construction de logements	Anticiper la relocalisation des activités en lien avec l'évolution de trait de cote
Promouvoir la construction de logements collectifs (1 à 2 étages)	Mettre en place des fascines pour protéger le cordon dunaire
Replanter et valoriser les haies bocagères	Favoriser/inciter la rénovation des bâtiments existants plutôt que poursuivre la construction de logements neufs
Développer et favoriser le télétravail, notamment via le développement du numérique	Inciter dans le cadre des règles d'urbanisme à la gestion des eaux pluviales à la parcelle
Préserver et accroître la place des végétaux en ville (espaces publics, parkings,...)	Requalifier les zones d'activités
Utiliser les réserves foncières publiques pour favoriser le développement d'une agriculture durable	"Repenser" le concept des lotissements classiques
Mettre en place une démarche de trame verte, bleue et noire	Réfléchir sur la création de réseau chaleur, récupération de chaleur ou autre sur des zones d'activités (économie circulaire)
Promouvoir la construction d'écoquartiers (ancrage au sol minimum pour diminuer l'empreinte écologique)	Lutter contre la pollution lumineuse
Prendre en compte les risques littoraux dans la localisation des nouvelles constructions et interdire l'urbanisation des zones à risque	

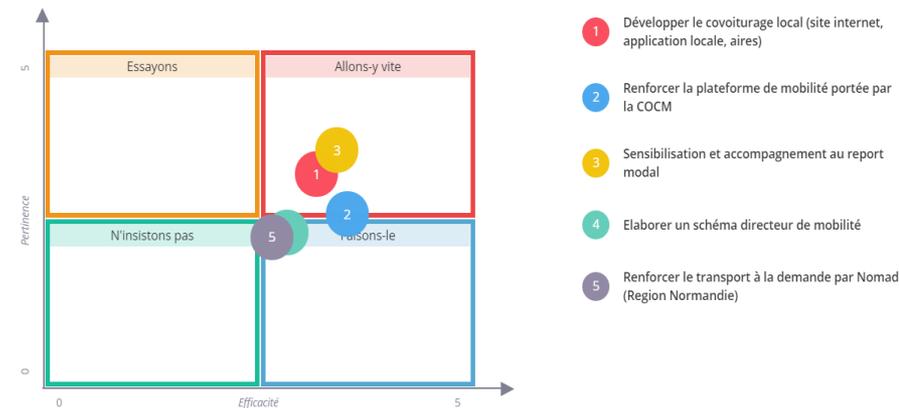
Sous-groupe Mobilités

Synthèse des échanges

- L'ensemble des actions existantes présentées sont à poursuivre ou renforcer selon les participants.
- La plateforme COCM'obilité est un élément structurant de la politique de mobilités de la collectivité. Il convient de développer les services proposés (location de voitures sans permis, location de vélos à assistance électrique ouverte à tous les publics, location de véhicules électriques, etc.) et d'améliorer sa visibilité.
- L'une des priorités du territoire est d'accompagner le report modal face à la prépondérance de l'autosolisme dans les déplacements. Il a notamment été proposé de développer le covoiturage local via la création d'une application ou d'un site internet et de créer des aires multimodales. Ces propositions doivent être accompagnées de mesures et dispositifs de sensibilisation pour accompagner le changement de pratiques de déplacements en faveur des mobilités durables.
- Les aménagements cyclables sur le territoire ont été jugés insuffisants.
- Il convient de structurer la politique de mobilités de la COCM en réalisant un schéma ou plan de mobilités.
- La promotion et l'accompagnement du développement du télétravail sont des leviers pour réduire l'impact écologique des déplacements sur le territoire.

Les actions prioritaires

- 1) Elaborer un schéma directeur de la mobilité
- 2) Développer le covoiturage local (site internet ou une application de covoiturage local) et créer des aires multimodales
- 3) Sensibiliser et accompagner au report modal
- 4) Renforcer la plateforme de mobilité portée par la COCM
- 5) Renforcer le transport à la demande par Nomad (Région Normandie)



Propositions d'actions

Développer le covoiturage local (site internet ou une application de covoiturage local, aires de covoiturage,...)

Identifier et aménager des espaces multimodaux

Organiser les livraisons des commerces à domicile

Accompagner le déploiement des véhicules propres (aides à l'achat de véhicules électriques, service de location de voitures électriques, bornes de recharge,...)

Développer l'usage des nouvelles technologies, type hydrogène

Elaborer un schéma directeur de la mobilité

Promouvoir le feroutage pour limiter le transport routier

Renforcer les locations en proposant des voitures sans permis

Favoriser télétravail

Sensibiliser et accompagner au report modal

Organiser un service de ramassage scolaire alternatif au bus (pédibus, vélobus, équibus...)

Créer des espaces coworking télétravail

Renforcer l'offre de transport en commun

Développer les pistes cyclables et routes partagées

Favoriser les modes de déplacements doux (vélo, marche à pied...)

Etudier un service de location de véhicules partagés

Atelier 2 - Développement économique local et transition énergétique



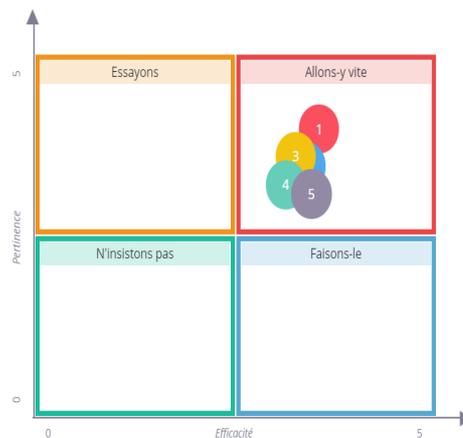
25 participants

Synthèse des échanges

- Concernant les actions existantes, des compléments d'information ont été apportés sur le GIEE présent sur le territoire et les projets de bois-énergie issu du bocage.
- Plusieurs propositions d'actions complémentaires ont été jugées prioritaires par les participants.
 - Parmi ces actions, peuvent être cités le développement de chaudières bois déchiqueté collectives et agricoles ainsi que le développement de réseaux de chaleur pour augmenter le marché du bois déchiqueté. Ces actions visent à augmenter les débouchés pour le bois déchiqueté et développer l'autoconsommation des agriculteurs. En effet, il a été rappelé, à de multiples reprises, la nécessité de relier production et consommation locale d'énergie.
- Deux autres actions ont été priorisées par les participants : accompagner les producteurs dans le changement de pratiques agricoles et favoriser l'exploitation raisonnée des terres pour limiter l'érosion et l'appauvrissement des sols. Plusieurs leviers ont été identifiés pour mettre en œuvre ces actions : proposer des formations et groupes d'échanges aux agriculteurs, diffuser les bonnes pratiques des agriculteurs du GIEE, développer les services rendus à l'environnement. Il ressort des différentes propositions que de bonnes pratiques et initiatives sont déjà à l'œuvre sur le territoire et qu'il convient de les valoriser et porter à connaissances des autres acteurs.

Les actions prioritaires

- 1) Accompagner les producteurs dans le changement de pratiques agricoles
- 2) Valoriser le stockage de carbone par l'agriculture
- 3) Exploiter les terres de manière raisonnée pour limiter l'érosion et l'appauvrissement des sols
- 4) Favoriser le développement de réseaux de chaleur pour augmenter le marché du bois déchiqueté
- 5) Appuyer le développement des chaudières bois déchiqueté collectives et agricole



- 1 Accompagner les producteurs dans le changement de pratiques agricoles (adaptation au changt climat)
- 2 Valoriser le stockage de carbone par l'agriculture
- 3 Exploiter les terres de manière raisonnée pour limiter l'érosion et l'appauvrissement des sols
- 4 Favoriser le développement de réseaux de chaleur pour augmenter le marché du bois déchiqueté
- 5 Appuyer le developpement des chaudières bois déchiqueté collectives et agricole

Propositions d'actions

Exploiter les terres de manière raisonnée pour limiter l'érosion et l'appauvrissement des sols (couverts végétaux inter culture, limitation de la taille des parcelles 5 à 6 ha,...)

Inciter à réduire les intrants / pesticides afin de limiter l'impact des pratiques agricoles sur la ressource en eau

Restaurer et entretenir des haies entre les parcelles agricoles exploitées ou non.

Soutenir le développement d'une agriculture durable et responsable (élevage extensif, agriculture biologique, production végétale vertueuse ...)

Labeliser les produits régionaux plus clairement dans les supermarchés

Valoriser le stockage de carbone par l'agriculture

Accompagner les producteurs à la diversification de leurs systèmes de production

Favoriser le développement de réseaux de chaleur pour augmenter le marché du bois déchiqueté

Accompagner les producteurs dans le changement de pratiques agricoles (adaptation au changement climatique)

Favoriser les circuits courts avec des produits de qualité, notamment pour la restauration collective

Favoriser des productions agricoles peu gourmandes en eau

Appuyer le développement des chaudières bois déchiqueté collectives et agricoles (autoconsommation des agriculteurs)

Identifier l'AB comme en label d'agriculture durable rémunérant correctement les producteurs

Susciter un débat sur la méthanisation: quelle méthanisation acceptable sur le territoire? Comment améliorer la concertation?

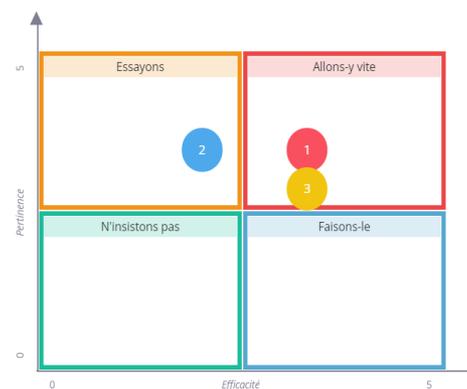
Réfléchir au bioGNV /méthanisation

Synthèse des échanges

- Concernant les actions existantes, il a été indiqué que pour les macrodéchets collectés par la COCM, 80% proviennent des métiers de la mer (filets de pêche, cordages, etc.).
- Ce constat fait écho aux propositions d'actions sur lesquelles se sont concentrées les participants de ce sous-groupe.
 - D'une part, il a été proposé de sensibiliser les acteurs de la mer à la pollution des plages tout en les encourageant à participer activement au ramassage de leurs déchets. Cette action vise notamment à ce que chaque acteur qui participe à l'émission de déchets participe à son ramassage. Il est également souhaité qu'une sensibilisation soit faite sur la recyclabilité des déchets. Les habitants et touristes doivent également être sensibilisés à ce propos.
 - Il a également été proposé de favoriser un usage éco-responsable des tracteurs professionnels. Cette action vise à agir face aux pollutions causées par les matériels anciens et non entretenus. Par ailleurs, il est souhaité que de bonnes pratiques soient diffusées : couper les moteurs sur l'estran, etc.
- Enfin, des échanges ont porté sur la localisation des stations d'épuration par rapport au niveau de la mer. Face aux risques d'érosion, des risques pèsent sur la qualité de l'eau de rejets qui vont à la mer. Il a notamment été proposé de répertorier celles à risque d'être immergées.

Les actions prioritaires

- 1) Sensibiliser les acteurs de la mer à la pollution des plages
- 2) Avoir un usage éco-responsable des tracteurs professionnels : contrôle technique, couper les moteurs
- 3) Localisation des stations d'épuration par rapport au niveau de la mer (risque érosion)



- 1 Sensibiliser les acteurs de la mer à la pollution des plages
- 2 Avoir un usage éco-responsable des tracteurs professionnels : contrôle technique, couper les moteurs
- 3 Localisation des stations d'épuration par rapport au niveau de la mer (risque érosion)

Propositions d'actions

Renforcer la ré-utilisation / le recyclage des matériaux (ex. poches à huîtres)

Soutenir le développement d'une ostréiculture durable et responsable

Sensibiliser les acteurs de la mer à la pollution des plages tout en les encourageant à participer activement au ramassage de leurs déchets

vérification du matériel de travail avant départ en mer

Avoir un usage éco-responsable des tracteurs professionnels : contrôle technique, couper les moteurs sur l'estran, avoir des tracteurs en bon état : quelles vérifications ?

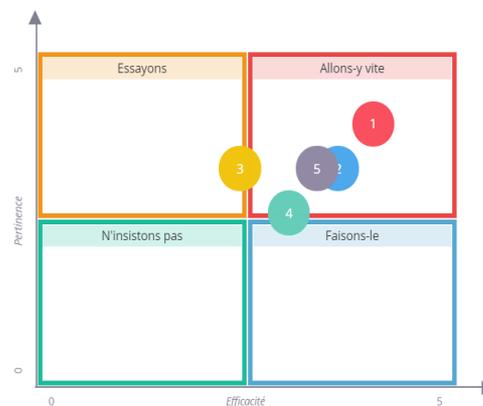
Etudier la localisation des stations d'épuration par rapport au niveau de la mer, leur proximité par rapport aux risques érosion

Synthèse des échanges

- Concernant les actions existantes, il a été indiqué que les entreprises pouvaient bénéficier d'un accompagnement grâce à la CCI, CMA, CA, Région, ADEME pour améliorer leur performance énergétique. Ainsi, l'un des enjeux qui ressort des échanges est de faire connaître les différents dispositifs existants aux entreprises pour qu'elles puissent les solliciter et bénéficier d'appui.
- Si de nombreux échanges ont porté sur l'amélioration de la performance énergétique des entreprises, il a été rappelé que les entreprises devaient être incitées à limiter leur utilisation de la ressource en eau.
- Des questionnements ont été soulevés sur l'action de valorisation du bocage en bois-énergie. Pour certains participants, le bois du bocage devrait davantage être valorisé sous forme d'isolant thermique par exemple.
- Le développement d'espaces de coworking pour accompagner le développement du télétravail a été proposé par plusieurs participants.
- Il est souhaité que la COCM participe à la mise en réseau des entreprises/entrepreneurs du territoire pour favoriser des synergies et mutualisation.
- Plus généralement, de nombreux échanges ont porté sur le besoin de trouver des moyens adaptés de sensibiliser les entreprises afin qu'elles limitent l'impact écologique de leurs activités.

Les actions prioritaires

- 1) Inciter les entreprises à améliorer leur performance énergétique
- 2) Informer les acteurs économiques des dispositifs d'aide et d'accompagnement existants en faveur de l'amélioration de leur performance énergétique
- 3) Réaliser des benchmarks auprès d'autres territoire
- 4) Inciter des projets professionnels entre les entreprises/entrepreneurs avec des partenaires locaux
- 5) Inciter à la mise en place d'un Projet Alimentaire Territorial sur le territoire



- 1 Inciter les entreprises à améliorer leur performance énergétique
- 2 Informer les acteurs éco sur dispositifs en faveur amélioration de leur performance énergétique
- 3 Réaliser des benchmark auprès d'autres territoire. Il y a des idées à prendre
- 4 Inciter des projets professionnels entre les entreprises/entrepreneurs avec des partenaires locaux
- 5 Inciter à la mise en place d'un Projet Alimentaire Territorial sur le territoire

Propositions d'actions

Travailler avec la grande distribution et les commerces à la réduction des emballages	Créer une émulation interentreprise
Sensibiliser les industriels à la réduction des déchets	Identifier et faire connaître les bonnes pratiques
Accompagner les actions innovantes des entreprises dans le recyclage des déchets	Inciter les entreprises à améliorer leur performance énergétique (cas par cas selon les secteurs d'activités et les besoins)
Réaliser des benchmark auprès d'autres territoire.	Capitaliser le retour d'expérience de l'utilisation des outils de visio-conférence pour en tirer des bonnes pratiques positives pour le futur.
Replanter les haies du bocage	Inciter à la mise en place d'un Projet Alimentaire Territorial sur le territoire
Accompagner les restaurants, boulangeries et snacking dans la réduction de l'utilisation du plastique et favoriser le réutilisable et le compostable	Accompagner les micro-projets
Lier les touristes avec les producteurs de notre région (local'manche)	Accompagner les entreprises pour qu'elles incitent leurs salariés à d'autres modes de déplacement que la voiture individuelle
Télétravail à accompagner et à développer via la création d'espaces de co-working	Informers les acteurs économiques des dispositifs d'aide et d'accompagnement existants en faveur de l'amélioration de leur performance énergétique
Promouvoir les entreprises qui ont agi sur leur réduction des déchets, les économies d'énergie	Faciliter le covoiturage par le développement d'une application locale type blabla car
Inciter des projets professionnels entre les entreprises/entrepreneurs avec des partenaires locaux	Développer l'utilisation de pistes cyclables
Créer une association sur le principe du "repair café"	Proposer un espace de prêt de matériels divers qu'on n'utilise pas tous les jours (pour particuliers et professionnels)

Atelier 3 - Consommations responsables et sobres



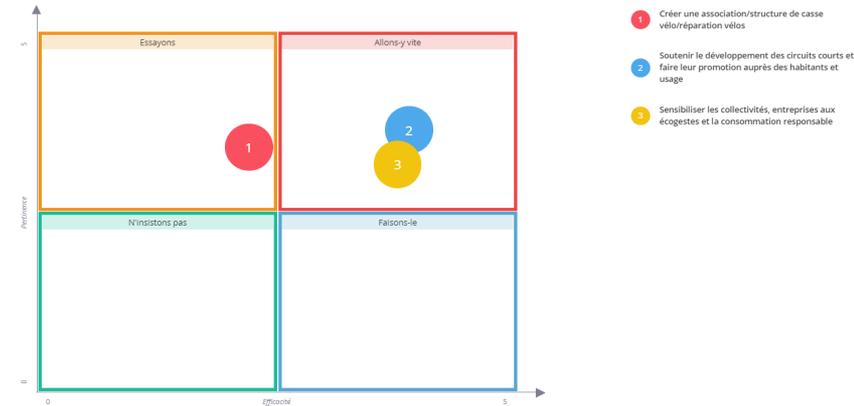
14 participants

Synthèse des échanges

- Concernant les actions existantes, il est souhaité que les défis famille se poursuive. Des enjeux ont été exprimés quant au tri sélectif. Plusieurs habitants ont partagé des difficultés pour comprendre les nouvelles consignes de tri sélectif sur le territoire. Il ressort des échanges qu'il manque d'informations sur le devenir des déchets collectés et triés. Davantage de sensibilisation devrait également être réalisée sur l'utilisation des composteurs.
- Les participants partagent la nécessité de favoriser le réemploi, la réparation et le don d'objets. Il a notamment été proposé de créer un repair café ainsi qu'un atelier de réparation de vélos (casse à vélos pour acheter d'occasion) sur le territoire.
- Le développement du recours aux circuits courts locaux a été plébiscité par les participants. Il a notamment été proposé de renforcer la sensibilisation et l'information des habitants quant aux artisans locaux et professionnels pouvant effectuer des réparations. L'organisation de marchés des artisans, sur le modèle des marchés alimentaires, a également été proposée.

Les actions prioritaires

- 1) Soutenir le développement des circuits courts et faire leur promotion auprès des habitants et usage
- 2) Sensibiliser les collectivités, entreprises aux écogestes et la consommation responsable
- 3) Créer une association/structure de casse vélo/réparation vélos



Propositions d'actions

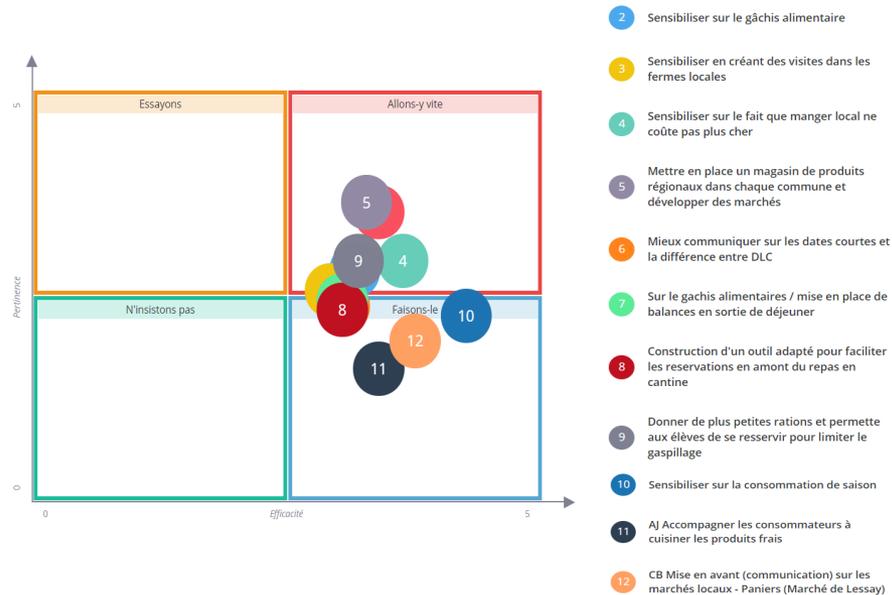
Sensibiliser sur les déchets	Créer un repair café sur le territoire de la COCM	Améliorer les pratiques de recyclage
Soutenir le développement des circuits courts et faire leur promotion auprès des habitants et usagers du territoire	Faire un bilan de ce qui a été mis en place ces 2 dernières années et en tirer des conclusions sur ce qui doit évoluer (choix des sacs plastiques, collecte du papier en gros volume, etc. ...)	Renforcer les défis familles (avec retour d'expérience des anciennes familles)
Sensibiliser les collectivités, entreprises aux écogestes et la consommation responsable	Par rapport au petit électroménager, concevoir une brochure pour répertorier tous les artisans qui réparent le petit matériel	Identifier et s'inspirer des bonnes pratiques d'autres territoires
Sensibiliser les habitants et visiteurs au respect de l'environnement	Partager, montrer et remontrer comment faire fonctionner un composteur	Atelier de sensibilisation aux familles
Sensibiliser les habitants aux solutions existantes de consommation responsable (alimentaire, énergétique, achats ...)	information par rapport au fonctionnement du composteur et créer des liens avec des utilisateurs de jardins partagés pour rendre utilisable ce compost" familial"	Sensibiliser à la publicité (notamment auprès des jeunes et des enfants mais il faut que les parents suivent aussi)
Réduire le nombre de collecte des ordures ménagères (toutes les deux semaines)	Créer une ressourcerie sur le territoire	Travailler en partenariat entre l'éducation nationale et COCM pour développer cette culture
Mettre plus de bacs à marée pour récupérer les déchets déposés par la mer sur les plages	Créer des braderies pour vente de meubles ou vélo	Pendant une semaine par an toute les écoles, le CPIE, les centres aérés travailler sur une/des actions sur une thématique en lien avec bulles de campagne
Optimiser la prévention, le tri et la gestion des déchets (conteneur à papier dans chaque village, composteur collectif, composteurs à prix avantageux...)	Mettre à disposition un local pour des braderies permanentes ou un système de précommande de besoins en matériel pouvant être amenés de tri tout dans un local dédié	Publicité : faire une action collective pour montrer le gâchis des envois des associations
Sensibiliser à décortiquer les étiquetages et provenances	Sensibilisation des enfants (ludiques/pédagogiques)	Travailler avec les commerces et la grande distribution pour favoriser la réduction des emballages
Encourager les achats sans emballages	Faire un retour d'expérience des évolutions d'une tri des déchets.	Créer une association/structure de casse vélo/réparation

Synthèse des échanges

- Concernant les actions existantes, il est souhaité que davantage de produits locaux soient proposés dans les menus des cantines. Il a également été proposé d'élargir les actions en faveur de l'alimentation durable dans les cantines à l'ensemble de la restauration collective (ex : EPHAD).
- Les participants ont également souhaité que les actions existantes suivantes soient renforcées dans le cadre du PCAET : mise en avant des marchés et des offres de paniers (Lessay), labellisation de certaines exploitations agricoles du secteur, dynamique des GIEE au sein des EA.
- De nombreuses nouvelles actions ont été proposées lors des échanges. La plupart d'entre elles ont été intégrées à l'action globale consistant à élaborer un plan alimentaire territorial.
- Parmi les enjeux soulevés, est revenu celui de la sensibilisation de la population au gaspillage alimentaire et à la consommation de produits de qualité, et notamment locaux. Il a été proposé de mener des actions de sensibilisation sur les denrées alimentaires locales afin d'améliorer leur connaissance par la population. Il est également souhaité que des dispositifs de sensibilisation soient orientés en direction des cuisiniers afin de leur apprendre à valoriser l'ensemble des produits frais et ainsi éviter le gaspillage. Toujours sur la thématique du gaspillage, une révision des quantités proposées dans les cantines et la mise en place de réservation ont été plébiscités.

Les actions prioritaires

- 1) Mettre en place un plan alimentaire territorial
- 2) Mettre en place un magasin de produits régionaux dans chaque commune et développer des marchés
- 3) Sensibiliser sur le fait que manger local ne coûte pas plus cher
- 4) Donner de plus petites rations et permette aux élèves de se resservir pour limiter le gaspillage



Propositions d'actions

Elaborer un Plan Alimentaire Territorial	Etat des lieux de la situation des restaurants scolaires / voire collectifs - pour cibler des actions adaptées pour favoriser l'augmentation des produits locaux dans les menus
Sensibiliser sur le gâchis alimentaire	Avec les économies réalisées via la réduction du gaspillage alimentaire : favoriser l'utilisation de produits locaux et bio
Sensibiliser en créant des visites dans les fermes locales	Groupe de travail avec les cuisiniers / gestionnaires des restaurants scolaires
Sensibiliser sur le fait que manger local ne coûte pas plus cher	Favoriser les échanges entre les cantines scolaires pour les questions d'approvisionnement
Mettre en place un magasin de produits régionaux dans chaque commune et développer des marchés de producteurs locaux	Formation des cuisiniers à valoriser l'ensemble du produits frais (ex : radis / ...)
Mieux communiquer sur les dates courtes et la différence entre DLC / à consommer de préférence pour éviter le gaspillage	Formation sur la rédaction des marchés publics / cahier des charges pour rendre accessible les approvisionnements par les produits locaux
Faire connaître et travailler avec les producteurs locaux : visites, ateliers...	Sensibiliser sur la consommation de saison
Cantines scolaires en bio et local	Mise en place de conserverie
Sur le gâchis alimentaires / mise en place de balances en sortie de déjeuner	Mettre en avant les producteurs locaux qui vont de la transformation
Construction d'un outil adapté pour faciliter les réservations en amont du repas en cantine scolaire	Lien entre les entreprises et des organisations de producteurs
Donner de plus petites rations et permette aux élèves de se resservir pour limiter le gaspillage alimentaire	Accompagner les consommateurs à cuisiner les produits frais (ateliers cuisine pédagogiques en lien avec épicerie sociale)

Atelier 4 - Energies et bâtiment



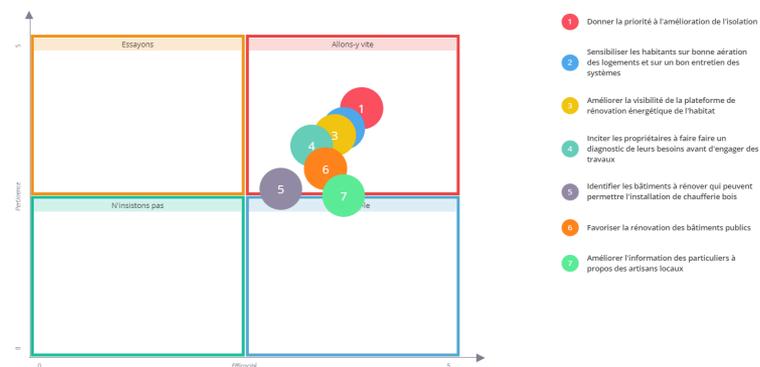
20 participants

Synthèse des échanges

- De nombreux échanges lors de ce sous-groupe ont porté sur la plateforme de rénovation de l'habitat de la COCM. Il est souhaité que sa visibilité soit renforcée, notamment en informant les nouveaux arrivants sur le territoire de son existence via des relais (agences immobilières, banques, notaires). Son existence a été félicitée par le groupe.
- Il ressort des échanges que la priorité dans les travaux de rénovation doit être donnée à l'isolation des bâtiments.
- Il convient également de sensibiliser les occupants de logements (propriétaires et locataires) aux économies d'énergie, à l'entretien de leur logement et notamment en matière d'aération/ventilation.
- Une problématique a été partagée par les participants : la persistance d'artisans insuffisamment formés pour adopter une approche globale des logements ou pratiquant des escroqueries. Au regard des nombreux artisans qualifiés sur le territoire, il a été souhaité que davantage de communication soit faite pour améliorer leur visibilité.
- Des dispositifs de sensibilisation doivent également être déployés pour inciter les propriétaires à réaliser des diagnostics de leur logement avant de financer des travaux.

Les actions prioritaires

- 1) Donner la priorité à l'amélioration de l'isolation
- 2) Sensibiliser les habitants sur la bonne aération des logements et sur un bon entretien des systèmes de renouvellement de l'air intérieur
- 3) Améliorer la visibilité de la plateforme de rénovation énergétique de l'habitat
- 4) Inciter les propriétaires à faire faire un diagnostic de leurs besoins avant d'engager des travaux
- 5) Favoriser la rénovation des bâtiments publics



Propositions d'actions

Valoriser les éco-matériaux locaux (terre, chanvre, paille..) pour la pour les rénovations et la construction de nouveaux bâtiments

Favoriser l'auto-réhabilitation

Améliorer la visibilité de la plateforme de rénovation énergétique de l'habitat : regrouper tous les dispositifs, informer les particuliers

Faire connaître le site de l'ADEME qui fournit la liste des entreprises reconnues et labellisées

Donner la priorité à l'isolation

Améliorer l'information des particuliers à propos des artisans locaux (qui ont une approche globale / sont formés)

Former les professionnels aux matériaux biosourcés et aux systèmes de chauffages tels que pompes à chaleur et au BBC

Sensibiliser les habitants sur une bonne aération des logements et sur un bon entretien des systèmes de renouvellement de l'air intérieur

Favoriser les économies d'énergie par l'amélioration de l'isolation avant le changement de mode de chauffage

Inciter les propriétaires à faire faire un diagnostic de leurs besoins avant d'engager des travaux

Accompagner le remplacement des chaudières fuel par des équipements GAZ haute performance

Identifier les bâtiments à rénover qui peuvent permettre l'installation de chaufferie bois pour valoriser la ressource locale

Favoriser la rénovation des bâtiments publics

Mise en place d'une convention GRDF / COCM visant à remplacer des logements fioul par du gaz (conversion de 59 logements)

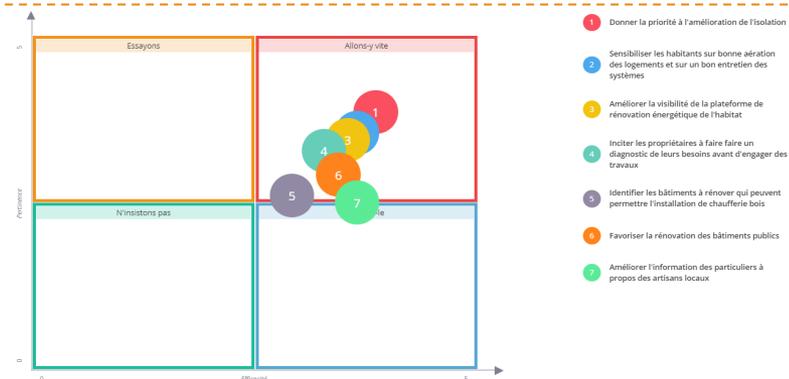
Réaliser un audit énergétique groupé des bâtiments publics

Synthèse des échanges

- Suite à différents échanges sur les plus-values et inconvénients des différents types d'ENR, les participants se sont exprimés en faveur de l'action « Promouvoir et accompagner le développement de petites et moyennes unités de production d'ENR ». Cette action globale sur les ENR a été déclinée pour le solaire, le bois-énergie et la méthanisation. Concernant le solaire, il a notamment été proposé de cibler les toitures des hangars agricoles et des bâtiments publics sur lesquels des panneaux pourraient être installés. A propos du bois-énergie, il convient notamment de favoriser l'installation de chaufferies individuelles pour les producteurs de copaux et de favoriser le développement de réseaux de chaleur. La valorisation du biogaz et la création de circuits courts de production d'énergie ont été proposés au sujet de la méthanisation.
- Les participants se sont également exprimés en faveur du développement de la filière bois, qu'il convient de valoriser davantage au regard des potentiels qu'elle offre.
- Les participants ont également ciblé les projets d'ENR citoyens comme un levier pour fédérer les habitants. L'identification de toitures adaptées pour le solaire doit être réalisée afin d'accompagner les projets de panneaux photovoltaïques des citoyens.

Les actions prioritaires

- 1) Développer la filière bois (bois déchiqueté, autre source de biomasse)
- 2) Promouvoir et accompagner le développement de petites et moyennes unités de production de bois énergie
- 3) Promouvoir et accompagner le développement de petites et moyennes unités de production Solaire
- 4) Favoriser le développement des réseaux de chaleur
- 5) Financer les études pour les chaufferies des entreprises, ainsi que l'accès aux réseaux de chaleur
- 6) Promouvoir et accompagner le développement de petites et moyennes unités de production de méthanisation



Propositions d'actions

Promouvoir et accompagner le développement de petites et moyennes unités de production d'ENR

Favoriser le développement des réseaux de chaleur

Etudier la faisabilité des éoliennes en mer / hydroliennes

Développement des tracker solaires

Développer les panneaux photovoltaïques sur les toitures, hangars agricoles et bâtiments collectifs

Développer la micro-méthanisation avec autoconsommation / autoconsommation collective

Développer la filière bois (bois déchiqueté, autre source de biomasse)

Valoriser davantage le bois déchiqueté produits localement

Développer la méthanisation qui favorise l'économie circulaire et la gestion des biodéchets du territoire

Projet solaire PV citoyen

Accompagner la production de bioGNV (issu des méthaniseurs) dans les filières consommatrices (agricoles etc..)

Dans les PLU : Changer les formes urbaines des bâtiments, ainsi que les obligations d'orientations par rapport à la route.

Encourager la production de Fuel vert (huile de colza) pour le combustible

Financer les études pour les chaufferies des entreprises, ainsi que l'accès aux réseaux de chaleur.

Créer des circuits courts de production d'énergies (exemple autoconsommation collective)

Financer les études pour les chaufferies individuelles des agriculteurs producteurs de copeaux